L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 5 NOVEMBRE 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4
Prix d'un numéro, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6 par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Nos annonces trimestrielles, placées à tour de rôle dans les différentes parties du journal, paraissent $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paraissent $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paraissent comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paraissent $75 par mois le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu entre elles et nous, mais deux escompte ne dépassera 33 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents cette ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas limité seront publiées six fois.

Les sommes que des personnes faisant régulièrement de nombreuses insertions auront à payer seront envoyées à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 5 NOVEMBRE.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par HY. Bridges & Co—à la bourse, à vue vente d'environ 2 — de Chartres grande vente de marchandises sèches, — mercerie, etc., etc., etc., à crédit.

Par Taylor & Spencer—à la Bourse des Négociants et des Etrangers, les immeubles suivants:

Par S. H. Mudd—à 11 heures à l'encoignure des rues Chartres et Toulouse, riches cabriolet, chevaux, charrettes, harnais, &c.

Par E. R. Orr & Co—à 10 heures et demie, à la tête du Vieux Marché, 400 sacs de marchandises sèches.

Ainsi, ci-dessus.

Par D. Vaughan—à 10 heures et demie, au magasin de MM. Gibert & Byrne, 42 et 44 rue Toulouse, 117 balles de papier d'Ecosse, ficelles, papier, marqueurs, &c., &c.

Par J. P. Robinson—à midi, sur les lieux, tout le fonds de commerce situés au No 28, Promenade Carondelet, entre les rues St Claude et Tréme.

Par D. E. Morphy—à 11 heures et demie, au magasin de MM. Fatjo, Mudie & Co, 67 rue de la Nouvelle-Levée, entre Perdido et Gravier, café de Rio, sucres en mauvais état et en poudre.

Par Montgomery Bros & Co—à 10 heures, rue Lorraine, entre Prieur et Lafayette, sept mulets de valeur, et un bon cheval.

Par E. Le Blanc—à 10 heures, rue Bourbon, entre Dauphine et Bienville, de pure, à leurs salles de vente, un assortiment de meubles, tableaux, &c., ustensiles de cuisine — ménage, &c., &c., &c.

Par Gaudet & Co—à 10 heures, rue Bourbon, entre Dauphine et Bienville, deux chevaux appareillés, chevaux de monture — de harnais, mulets, vaches laitières, &c.

Par C. E. Fortier—à 11 heures et demie, à la tête du Vieux Marché, dans le Deuxième District, le long de la — rue Lake.

Par E. M. Jacobs—au No 6 de la rue St-Philippe, — assortiment de meubles, literie et de fantaisie, etc.

Par H. Kaus, Marie & Co—au No 36 de la rue de Chartres, — de meubles sculptés, étagères et d'autres articles — de fantaisie.

Par Victor Vis—au No 16 de la rue de Chartres — de meubles sculptés, étagères et d'autres articles — de fantaisie.

☞ Acheter, vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

Les élections au Nord.

Les élections qui doivent avoir lieu aujourd'hui et demain dans plusieurs Etats du Nord, ont une importance considérable pour le Sud, car elles auront nécessairement une grande influence sur la politique du gouvernement fédéral à l'égard de cette section, et elles nous permettront de tirer avec un peu plus de certitude l'horoscope de nos destinées futures.

Le question du suffrage universel des noirs doit être soumise au peuple des quatre Etats suivants: le Wisconsin, le Michigan, le Maryland, le New Jersey et le Kansas. Dans les deux premiers de ces Etats qui sont situés dans une latitude septentrionale et où le nombre des noirs est tout à fait insignifiant, l'adoption du suffrage universel n'aurait rien qui put nous effrayer. Les habitants de ces Etats ont été forcés en contact avec la race africaine, et n'ont aucunement à craindre son immixtion dans les affaires, et ils peuvent être disposés à accorder la liberté politique à des hommes qui ne sont pas à même d'apprécier les beautés de la pratique. Dans le Maryland et le New Jersey il n'en sera pas de même, et le vote populaire refusera sans aucun doute de sanctionner la doctrine radicale. Il n'est pas impossible qu'il en soit de même au Kansas, où l'amendement constitutionnel accordant le droit de suffrage sans distinction de race, de couleur, ni *de sexe*—on n'en est pas encore arrivé à proposer l'abolition des distinctions de sexe, mais cela viendra peut être.

Dans l'Etat de New York, la convention n'a pas jugé à propos de soumettre à la ratification du peuple l'amendement relatif au suffrage nègre. Les électeurs n'auront donc à se prononcer que sur le droit d'une autre classe d'étrangers naturalisés d'Etat, mais la démarcation des partis est si tranchée que le vote n'en aura pas moins sa signification. Le chiffre des électeurs enregistrés sur la liste de New York est de plus de 1,800,000, ce qui est une augmentation de 200,000 sur le total de l'année dernière. Les conservateurs qui n'ont été battus à la dernière élection que par une majorité d'une dizaine de mille voix, se croient assurés de la victoire. Leur majorité dans la ville dépassera 50,000 voix, et ils comptent que la majorité républicaine dans les campagnes sera considérablement réduite.

Le Wisconsin, le Massachusetts et le Minnesota n'ont appelés à élire leurs gouverneurs, et ils n'ont que les candidats républicains l'emportent, mais par des majorités très réduites.

Il n'y a pas d'élections pour le Congrès, mais il y a renouvellement partiel des législatures dans les Etats de New York, Wisconsin, Massachusetts, Minnesota, New Jersey, Kansas et Michigan. Les changements qui surviendront dans l'élection des législateurs seront importants au point de vue des prochaines élections de sénateurs des Etats-Unis dans ces Etats. On croit donc que le résultat de ces élections soit attendu avec impatience et anxiété dans tout le pays, au Sud aussi bien qu'au Nord.

Comment on écrit l'histoire.

Les partialité avec laquelle les journaux d'Europe qui s'intitulent libéraux, présentent les événements qui s'accomplissent dans le Sud des Etats Unis, a été souvent signalée par nous, mais sans espoir de voir nos confrères d'outre mer entendre leurs procédés. En voici un nouvel exemple:

On se rappelle l'épisode regrettable qui a marqué, il y a une tache sanglante la dernière élection à Jefferson City, petite ville qui est un suburbe de la Nouvelle Orléans. Les blancs se sont présentés généralement pour voter, la comme dans toute le reste de la Louisiane; mais deux douzaine aux ont payé de leur vie la tentative qu'ils ont faite pour exercer leur droit de vote. Alors, afin d'une attaque sur les commissaires d'élection, ils ont été tués, non sans avoir blessé, avant de succomber, quelques uns de leurs adversaires noirs qui les entouraient au nombre de plusieurs centaines armés de pistolets, de mousquets, de sabres et de pioches. Il a fallu l'apparition des troupes fédérales pour faire taire cette troupe de furibonds et rétablir l'état de choses désordres. Ainsi est arrivé comment le *Journal des Débats*, un journal grave, et qui a eu jadis la réputation d'être sérieux et impartial, transforme cet épisode qui lui sert de prétexte pour faire une sortie aussi injuste que peu sensée contre ceux qui appelle les ouvriers:

« Une dépêche de New York annonce que pendant les élections qui ont eu lieu à Jefferson City, dans la Louisiane, les blancs ont attaqué les électeurs noirs qui allaient au vote, et en ont tué plusieurs. On voit que les excès sanglants se faisaient tolérer sur leurs propres mérites et sur ceux des noirs lorsqu'ils prétendaient que ceux ci n'étaient pas en état d'exercer ce droit avec calme leurs droits électoraux, puisque ce sont les noirs qui donnent l'exemple de la modération, et les blancs l'exemple de la violence poussée jusqu'aux dernières extrémités. Ce sont donc les esclavagistes qui se montrent incapables de respect pour les droits d'autrui, et qui, s'il fallait adopter leurs propres principes, ne devraient être mis sous la tutelle des Africains affranchis. Le récit imaginaire des noirs assassinés tera le tour des feuilles ultra-négrophiles, et les lecteurs de ces organes plus que tous autres, ridiculisés de Sambo ne sauront jamais qu'en fait de tous dans cette déplorable échauffourée il n'y a eu que deux blancs. Voilà comment on écrit l'histoire dans la presse libérale en Europe. »

— Une lettre de Saint Pétersbourg nous donne comme certain le très prochain mariage du prince Gortschakoff, qui a soixante dix ans, avec une femme divorcée qui n'en a que vingt quatre.

L'empereur Alexandre favorisera ce mariage, qui donne tout Saint Pétersbourg, pour avoir une signification à un grand duc.

M. Cuthbert Bullitt. — La correspondance suivante qui a été publiée dimanche par plusieurs de nos confrères, aurait dû paraître également dans l'*Abeille* sans un malentendu que nous avons regretté.

Nouvelle Orléans 2 novembre 1867.

On a beaucoup parlé depuis deux jours de la destitution du général Hays et de son remplacement par moi. Ceux qui malheureusement n'ont eu aucune relation avec moi peuvent m'accuser peut être d'avoir trame cette destitution.

Ceux qui me connaissent savent que jamais on ma vie, il ne m'est arrivé de m'entendre avec un particulier et avec un parti, pour renverser un fonctionnaire ou vue de le remplacer moi même. Moins que jamais je ne l'aurai fait dans le cas qui se présente, et où le fonctionnaire destitué est aussi ami.

Dans le malheureux conflit qui a divisé mon pays, le général Hays et moi nous avons adopté deux drapeaux différents. A son retour de la confédération je conseillai comme un vieil ami et fit tous mes efforts pour obtenir son pardon à Washington, ce qui est bien. Je n'ai pas à en dire davantage.

Quant au présent, je me contenterai de dire que je n'ai sollicité directement ni indirectement la place de sheriff, et que ma nomination était tout à fait inattendue pour moi, comme elle l'était sans doute de mon parti l'objet d'aucune demande. C'est du reste ce qui résulte de la lettre ci-jointe, adressée au général Mower.

Cuthbert Bullitt.

Général, — Vous m'avez fait l'honneur de me nommer shérif de la paroisse d'Orléans. Après réflexion, je me suis déterminé à ne pas l'accepter. Veuillez donc considérer mon acceptation d'hier comme non avenue.

Je vous remercie encore une fois de cette preuve de confiance qui m'est d'autant plus sensible que je ne l'attendais nullement et que je ne l'avais nullement sollicitée.

Je suis, etc.,

Cuthbert Bullitt.

UN ACTE DE JUSTICE.

M. Cuthbert Bullitt ayant refusé d'accepter la place de shérif, à laquelle il avait été nommé par le général Mower, l'ordre qui destituait le général Hays de ses fonctions et qui lui donnait M. Bullitt pour successeur, vient d'être purement et simplement révoqué.

Nous félicitons M. Bullitt de la détermination qu'il a prise dans cette circonstance. Il a su tenir compte de l'opinion publique qui protestait unanimement contre la destitution d'un citoyen généralement estimé et contre la conduite du juge qui n'avait pu articuler le moindre reproche, et non refusé de remplir le nouvel ordre du général Mower qui, au lieu de faire un nouveau choix, s'annulé simplement la mesure qu'il avait été arrachée par les importunités des radicaux. M. Hays continuera donc à remplir les fonctions auxquelles l'avait appelé la confiance de ses concitoyens. Cet acte de justice est un hommage rendu à l'opinion publique et il ne pourra que causer une satisfaction universelle.

La Moralité des Noirs.

Nous trouvons dans le *Bulletin Democrat*, principal organe des conservateurs allemands modérés du Nord, un article très sensé sur la condition morale des noirs, article dont nous croyons devoir mettre la traduction sous les yeux de nos lecteurs:

« Les noirs ont été et bien longtemps sous le fouet de l'esclavage. Ils n'avaient pendant tout ce temps ni leurs enfants, qu'ils ne peuvent plus se posséder de cette infâme, qui était du reste tout à leur avantage, quand un noir et sa femme, ou le père d'une famille, revenait du travail chez un fermier, les enfants tombent à la charge de ce dernier, bien qu'il soit formellement stipulé dans le contrat que le père doit fournir à leurs besoins. C'est pourquoi il est difficile pour un homme de couleur mariée d'obtenir de l'occupation. La conséquence est que les noirs ne se lassent pas hier par le mariage, ou que, s'ils sont déjà mariés, ils abandonnent leurs femmes et vont ailleurs chercher du travail, en se faisant passer comme célibataires.

« Cet état de chose et le manque de moralité chez les femmes ont creé un mal très étendu et général, dont tous les hommes de sens appréhendent l'avantage. Ce mal a son tour a ses conséquences naturelles, la stérilité des femmes ou la vie courte aux enfants établie qui meurent promptement. En outre, les négresses qui ont à pourvoir presque seules aux besoins de leurs enfants, ont promptement appris les moyens de s'en défaire. La conséquence est que, d'après les rapports de personnes qui ont visité le Sud avant et après la guerre, on y trouve, comparativement à une autre époque antérieure, peu d'enfants noirs âgés de moins de trois ans.

« Il est clair pour l'observateur attentif, qu'en vue du bien être des noirs, il faut que la race s'enclavage n'ait pas été remplacé d'une manière convenable, et que la situation anormale des Etats du Sud, résultat de l'affranchissement immédiat ne se réclame, ne les ajuster en rangs avant. Il suffisait de cet affranchissement immédiat pour tourner la tête aux moins ignorants et des dégoûter du travail. Les Bureaux de l'Affranchissement pour le soutien et l'encouragement des parvenus, le droit de vote accordé aux nouveaux libres, l'espoir de diviser les terres confisquées distribuées entre eux, ne peuvent que rendre plus précaire encore leur situation actuelle.

« Par le fait, les noirs ont besoin de notre pitié et de notre appui, qu'on a pervertis pour les cacher à la ruine, conséquence de l'immoralité et de la misère, par suite de leur manque d'économie et de prévoyance. Ils doivent être soumis à l'ordre et à la discipline jusqu'à ce qu'ils obéissent aux lois de la morale et aient appris l'économie et la prévoyance. Ils doivent être forcés à nourrir leur âme au lieu de la nourrir aux dépens de leurs besoins. Ils étaient presque morts et n'auraient pu vivre beaucoup plus longtemps sans le secours opportun du steamer.

Mort subite. — Dimanche, vers 2 heures, Mr. Wm. Grover, qui habite, rue St. Mary, un dépôt de bois et de charbon, est mort subitement d'un anévrisme, rue de la Douane, No 119, au moment où, sur l'invitation du Docteur Gander, qu'il était venu chercher pour sa femme malade, il montait dans son cabriolet. Grover n'avait que 34 ans, était né en Angleterre et résidait à la Nlle Orléans depuis longtemps.

Fer. — Lundi matin, vers 1 heure, les pompiers ont réussi à éteindre promptement un incendie qui s'était déclaré dans une maison de bois occupée comme cafe, au coin des rues North Market et Front, par MM Ray et Bernard. Le dommage n'a pas été considérable.

Cour de Recorder Nevil.—George Griffin (c), accusé d'avoir commis un vol au préjudice de Mary McCaule, rue St. Thomas, et ainsi d'assault et batterie, a été condamné à $25 d'amende.

John Holly, qui était resté dans l'Etat, contre l'engagement pris par lui, il y a quelques mois, a été repris au Workhouse pour 9 mois.

John Brown, accusé d'avoir assailli Cecilia Brown avec un couteau, a été envoyé au Workhouse pour 90 jours.

Anna à 90 jours, Auguste Thompson, nègre, arrêté comme suspect dans la rue Poydras.

Maria Lamont, Mary Davis, Mollie Davis et Mary Jones, jeunes négresses, on par trop pris bruyamment folles de leurs corps, ont été envoyées au Workhouse pour 90 jours.

John William et Theo Canter, (c) ont été condamnés chacun à $10 d'amende pour s'être soulés et avoir troublé la paix publique.

J. Wilson, J. Thompson et Ed. Jones, trois affranchis, ont été condamnés à payer chacun $10 d'amende comme tenant une maison de désordre et de tapage, (sans payer au moins leur loyer) dans la rue des Dryades.

L'affaire Stapleton. — L'affaire de M. Stapleton, accusé par Alphonse Moss, d'avoir volé quelques chapeaux, a été instruite ce matin devant le recorder Gastinel. M. Stapleton a été honorablement mis hors de Cour, les témoignages prouvant qu'il s'agissait simplement d'une transaction civile du ressort des Cours civiles exclusivement.

Amusements. — Nous avons ici deux troupes de Japonais qui excitent des tours de force et des tours d'adresse dans la Académie de Musique, l'autre au Théâtre St-Charles. Le premier attire presque n'a pas de femmes, la seconde en a deux, et une petite fille. Avant chaque tour de passe passe, de chef de ces Asiatiques prononce un discours pour annoncer la merveille qu'va être exécutée et les cris que pousse le public qui n'y comprend rien bien entendu, sont tout aussi étranges que ceux de l'orateur japonais. Le tout forme bien le spectacle le plus grotesque qu'on puisse voir. Ces Japonais ne sont pas beaux, il s'en faut de beaucoup, mais ils viennent de loin et représentent un art véritablement nouveau et par cela même intéressant. Aussi la foule se porte t elle à l'Académie de Musique et au Théâtre St Charles et ces deux établissements aventureux font de grosses recettes.

Feu. — Le signal d'alarme a été donné hier soir à 11 heures par la maison de pompe, No. 3, sur le Chemin du Bayou. Il était trop tard pour aller en quête de renseignements, et nous ignorons le lieu où le feu a pris ainsi que la destruction qu'il a pu causer.

Soleon Concave No. 8. — Ce conclave de l'ordre des "Sept Sages" a célébré hier soir, d'une manière fort intéressante, le premier anniversaire de son organisation, à la salle de la "Loge de l'Etoile Polaire", au coin de la rue St Louis et du Passage de la Bourse.

Troisième Cour de District. — Le juge Lesamon a ajourné cette cour jusqu'au retour du juge Fellowes qu'on attend d'un jour à l'autre.

La Cour Suprême. — Cette cour s'est ouverte hier. Presents les juges Isley et Howell. Faute de quorum la cour s'est ajournée au lendemain.

Cour de Second District Judiciaire — Les parotes St Bernard et Plaquemines se trouvent sous juge, M. Cazabat, titulaire, ayant, d'après ce qu'il nous a dit lui même, offert sa démission au pouvoir actuellement compétent pour la recevoir.

Nouvelles d'Europe,

(par le télégraphe.)

Nous trouvons dans le *Herald* du 30 octobre, quelques dépêches additionnelles d'Europe.

Florence, 27 octobre— La crise ministérielle est terminée. Le général Cialdini, après plusieurs tentatives, a décliné la tâche de reconstituer le cabinet, et M. Ratazzi a refusé de remplir une fonction moins importante que celle de premier ministre. Dans ces circonstances, le roi a fait mander le général Menabrea et celui ci a composé un cabinet avec les mêmes ministres que Cialdini, excepté que le ministre des finances a été offert à M. Sella. (C'est après la formation de ce cabinet que le roi a lancé la proclamation dont nous avons donné la substance.)

Paris, 27 octobre—Paris est très agité par les nouvelles d'Italie et de Rome. La Bourse est agitée et les affaires sont dans un état de malaise très prononcé.

Napoléon a présidé aujourd hui au conseil des ministres à St Cloud.

Il circule une foule de rumeurs politiques. Le bruit de la fabrication de Victor Emmanuel est démenti. On dit que l'escadre française de Cherbourg a reçu l'ordre de se rendre leur les côtes d'Italie.

La *Patrie* dit que le bruit tient de Florence que le roi d'Italie va lancer une proclamation adressée à l'armée pour informer ses troupes qu'il place le prince Humbert, héritier présomptif du trône, à la tête de ceux qui il le charge de défendre les droits de la monarchie.

Un banquet a été donné par les membres exilés de la commission impériale de l'Exposition universelle aux membres français; beaucoup de dits ours ont été prononcés, dans lequel on a manifesté des sentiments de complète cordialité. M. Rouher, ministre des affaires étrangères, qui assistait au banquet, a prononcé un discours important et significatif. Parlant de la crise actuelle dans la péninsule italienne, il a dit qu'il espérait que l'Italie ne se laisserait pas, sous l'influence de passions funestes, engager dans une guerre avec le Pape, mais qu'elle le soutirait de cette grande épreuve nationale purifiée et unie de l'ordre.

Berlin, 27 octobre.

Sa Majesté le roide Prusse a été reçu de son voyage dans les Etats de l'Allemagne du Sud.

La seconde session du parlement de la confédération de l'Allemagne du Nord a été close hier par le roi de Prusse en personne, qui, dans un discours de circonstance, a félicité les membres du succès de leurs travaux et des progrès réalisés vers la complète unité de la patrie commune.

Revue Européenne.

Nous avons reçu hier par la malle européenne des journaux de Paris jusqu'au 18 au soir. Nous y puisons ce qui suit:

Nous lisons dans la *France*:

Rocher, ministre des affaires étrangères en Belgique, a eu deux longues entrevues avec M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères pendant huit jours qu'il est venu passer à Paris.

M. Rogier est reparti hier pour Bruxelles.

M. de Moustier a reçu également en audience, lundi dernier, M. le baron de Balwick, président du conseil et ministre des affaires étrangères de la Hesse grand-ducale.

On sait que cet homme d'Etat s'est montré, à diverses reprises, l'antagoniste déclaré de la politique de M. de Bismarck.

Un journal prétend savoir que la France aurait encore ouvert des négociations au sujet du Luxembourg.

Nous sommes en mesure de démentir formellement cette assertion.

— On lit dans *la Patrie*:

Une dépêche particulière de Berlin nous permet de démentir la nouvelle de l'envoi d'une Note circulaire du cabinet de Berlin proposant la réunion d'un Congrès pour régler la paix qui romaine.

Les événements dont l'Italie est en ce moment le théâtre n'ont donné lieu, non seulement à aucun document émané de la chancellerie prussienne, mais encore à aucune communication faite à Berlin soit par le cabinet de Florence, soit par tout autre gouvernement.

Nos informations recueillies à Paris sont conformes à celles qu'on nous transmet de Berlin, le représentant de la Prusse n'a été appelé à remettre aucune dépêche au cabinet des Tuileries.

— Il y a un fait qui est contesté à Londres; c'est le renvoi au Foreign Office, par le gouvernement pontifical, de la Note dont la *Correspondance Havas* a donné hier un résumé.

Une dépêche particulière de Londres rétablit complètement en double l'authenticité de ce document, et affirme qu'aucune communication relative aux affaires romaines n'a été faite par le parti garibaldien n'a pu être faite au nom du Vatican.

La *Patrie* annonce que la circulaire du cardinal Antonelli, dont on parle depuis quelques jours, a été communiquée hier à M. de Moustier par le nonce du Pape. Cette circulaire, dont nous pourrons un jour publié le résumé, contient une accusation en forme contre le gouvernement italien. M. Dupanloup vient de joindre ses efforts à ceux du cardinal Antonelli, et la pour un nouvel écrit qui a paru hier sous ce titre: *Par accepter de la lettre à M. Rattazzi.* La conclusion de cet écrit, qui est très énergique et très manifeste, et rarement on l'avait vu aussi violent et aussi agressif. C'est au point que la *Patrie* elle même trouve qu'il est allé un peu loin. Nous croyons pouvoir, sans scrupuleux personne, être, à cet égard, de l'avis de la *France*.

La presse italienne se prononce avec unanimité pour une intervention du gouvernement dans l'Etat romain. Nous résumons hier un article de l'*Opinione* nationale dans ce sens, en faisant remarquer que cette feuille est un des principaux organes du parti modéré. L'*Italie* se place aujourd'hui au même point de vue que l'*Opinione*, et fait valoir les mêmes arguments:

« Nous ne sommes en aucune façon, dit elle, amis des résolutions violentes et précipitées; mais en présence d'une situation telle que celle lorsqu'il est devenu évident qu'on ne peut pas s'arrêter sans compromettre les plus grands intérêts, l'irrésolution est impardonnable, et le pays qui ne sait pas exercer à temps un droit de légitime défense... Il n'agit de savoir aujourd'hui si la solution inévitable sera opérée par la révolution, ou par la nation elle même par son gouvernement régulier. La question étant ainsi posée par la force des choses, le choix ne peut être douteux, ni pour l'Italie, ni pour l'Europe. C'est ainsi que l'*Italie* a pu s'exprimer. Parcourez tel est le langage de journaux qui ont passé jusqu'ici pour les organes d'une politique de modération et qui se déclarent aujourd'hui en faveur des solutions violentes, on peut se demander ce qu'est devenu ce parti modéré qui a longtemps inspiré les actes du cabinet de Florence, à la partie encore quelque influence, et si dans les circonstances actuelles, le gouvernement pourrait, lors même qu'il en aurait la force voulait, résister aux entraînements de l'opinion publique.

Le roi de Prusse, dit la *Correspondance de Berlin*, a échappé à un grand danger sur le chemin de fer de Varsovie à Thorn. Le train dans lequel il se trouvait a rencontré, près de Gip pingen, une charrette conduite par deux bœufs qui traversait la voie et a été littéralement broyée. Un enfant qui se trouvait sur la charrette a été tué au lieu et s'est causé un homme. Le train a pu continuer sa route.

On écrit de Saint Pétersbourg que la célébration du mariage du roi des Hellènes avec la grande duchesse Olga, fille du grand duc Constantin de Russie, serait fixée au 14/26 octobre. Après les fêtes qui auront lieu à cette occasion, les jeunes souverains retourneront à Athènes. Le grand duc héritier et la césarewna sont de retour en Russie.

La prince royal de Danemark est attendu à Saint Pétersbourg pour représenter la famille royale à cette cérémonie.

Il vient d'être promulgué en Portugal la nouvelle loi générale d'administration civile, véritable code administratif qui a réorganisé les paroisses, les municipalités et les districts ou provinces sur la base d'une vaste décentralisation. Cette loi, dit la *Epoca*, est un travail très important; elle a été réalisée promptement et heureusement. Le Portugal possède maintenant une excellente base sur laquelle il pourra asseoir son administration locale et financière.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publié une lettre que M. Emile Olivier vient d'adresser à M. de Rabenau, membre du Reichstag; M. Olivier approuve la dernière Adresse du Reichstag et plaide en faveur d'une amitié solide entre l'Allemagne et la France.

Vienne, 16 octobre.

L'*Abendpost* publie une lettre autographe de l'empereur d'Autriche au prince archevêque cardinal Rauscher, en réponse à l'adresse épiscopale. Cette lettre est ainsi conçue:

« J'ai remis à mon ministre responsable l'adresse qui m'a été présentée par les archevêques et évêques.

« Je rends volontiers hommage au zèle pastoral et aux louables intentions qui ont inspiré nagabre aux évêques la pensée qu'ils remplissaient un devoir de conscience en intervenant, comme ils l'ont fait déjà en 1849 et en 1861, par une déclaration solennelle, pour demander la garantie des droits et des intérêts de l'Eglise catholique.

« Toutefois, je dois déplorer que les évêques, au lieu de seconder selon mon vœu les sérieux efforts de mon gouvernement et de l'aider à répandre dans un esprit de conciliation toutes les questions importantes dont le règlement est de nature à engager, m'ait préféré agresser en tâche par la présentation et la publication d'une Adresse qui a provoqué une sensation profonde, et cela au moment où, comme les évêques le constatent eux mêmes fort justement, la concorde et l'union nous sont et indispensables et où le devoir impérieux de chacun est d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait augmenter les dissentiments existans.

« J'ai la ferme confiance que les évêques de mes sont convaincus de mon zèle constant à défendre et à protéger l'Eglise. Mais j'espère qu'ils se souviendront aussi des devoirs que j'ai à remplir en ma qualité de souverain constitutionnel.»

Chambre des députés. — Le président appelle l'attention de la Chambre sur la réponse impériale au cardinal Rauscher, publiée dans la partie officielle de la *Gazette de Vienne*. Il signale l'impression universelle de joie qui a accueilli cette déclaration de l'empereur, il ajoute que toutes les voies qui vont dans un sens opposé au principe constitutionnel ne conduisent pas au but, et que désormais, en Autriche, doivent régner la liberté de conscience et la paix religieuse.

Le président conclut en proposant à la Chambre un hourrah en l'honneur de l'empereur.

La Chambre répond à cet appel par trois hourrahs enthousiastes et par les cris de: *Vive l'empereur!*

A la suite de cet incident, la loi fondamentale constitutionnelle est adoptée à la troisième lecture et au scrutin par appel nominal, par 119 voix contre 16.

Les journaux de ce matin saluent la lettre adressée par l'empereur François-Joseph au cardinal Rauscher comme un changement réel des temps, comme la réparation des espérances, le raffermissement de la confiance dans la réalisation des aspirations constitutionnelles. Le passage de la lettre de l'empereur se rapportant à son devoir en souverain constitutionnel, donne à ce document la valeur d'une manifestation politique de la plus haute portée.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Ordres de Pope et de Schofield.

Le Président refuse d'intervenir.

Nouvelles d'Europe.

Continuation de l'imbroglio en Italie.

Neutralité de la Prusse.

Langage ferme du Moniteur.

Des troupes partent continuellement de Toulon.

Les forces du Pape vont reprendre l'offensive.

Londres, 4, midi—Consolidés 94 1/8. Bons 93 3/4.

Liverpool, 4, midi—Coton sans changement. Vendu 8,000 balles. Cotations inactives.

Londres, 4 nov., 3 h. P. M.—Les vote des villes dans les provinces de Rome est unanime pour l'Italie. Il est rapporté maintenant que Napoléon requiert de Victor Emmanuel qu'il chasse Garibaldi. S'il le fait, Napoléon se retirera.

Berlin, 4—Bismarck dit officiellement apporté d'un que le gouvernement prussien est satisfait pour le moment dans la question romaine.

Londres, 1 2 h. P. M.—Cons en baisse. Bons en hausse de 1/8.

Londres, 4, midi—La proposition de régler la question romaine par la volonté populaire des Romains ne vient pas de Napoléon, mais de la cité suggérée par l'Italie, la Prusse et l'Angleterre.

Paris, 4—Le *Moniteur* dit: M. de Moustier a adressé une note à la légation française à Florence, où il dit que la marche des Italiens a été une violation de la foi du traité et Napoléon ne l'approuvera ni par ses paroles ni par son silence. Il demande une explication à l'Italie.

Il n'y a que deux régiments français à Rome, mais des troupes partent sans cesse de Toulon. Les forces pontificales reprendront immédiatement l'offensive.

Londres, 4—Le journal de St Pétersbourg publie une note officielle de la note contenue adressée par la Russie, la France, la Prusse et l'Italie au Sultan. Ces puissances le rendent responsable du rejet de leurs avis.

La première escadre de l'expédition anglaise pour l'Abyssinie est partie d'Aden.

La panique femme continue à Liverpool. On y a encore envoyé des troupes sous les ordres de sir Alfred Hartford.

On ne pandra, très probablement, que trois Fénians de ceux qui ont été condamnés à Manchester.

L'Espagne a rappelé tous les exilés politiques.

Ste-Croix—Il existe ici beaucoup d'excitation par suite du bruit de la vente des Antilles danoises aux Etats Unis.

Londres, 4—Consolidés 94 1/16. Bons 6? 3/4.

Frankfort, 4—Bons 75 1/2.

Paris, 4—La Bourse est variable.

Liverpool, 4 au soir.—Coton inactif à la clôture et en baisse de 1/8. Vendu 10,000 balles à 8 3/8. Orléans 8 7/8. Céréales et provisions sans changement.

New York, 4—Arrivée, le steamer Monterey, de la Nouvelle Orléans, et le Tarifla, de Liverpool.

New York, 4—Arrivée, le steamer Monterey, de la Nouvelle Orléans, et le Tarifla, de Liverpool.

La Havane, 2—Sucre 8 à 8 1/4 r. Mélasse rare. Terné 4 3/4 r. Miel 1 1/4. Pommes 6 à 8. Farine 14 50. Jambons au cuer 32. ordinaires 16. Graisse en baisse à 16 en tierçons. Poitrine de porc 17 1/2. Change sur Londres 16 1/4. New York circulation 25 0/0 d'escompte. Or 4 1/4 à 5 de prime.

Vicksburg, 4—Descendant, les steamers Starlight et Virginia. Le fleuve est stationnaire.

New York, 4—Coton lourd et en baisse. Vendu 3,000 balles à 34 1/2.

Washington, 4—Le Président a de nouveau refusé d'intervenir dans certains ordres de Pope et Schofield, la loi ne lui donnant aucun pouvoir d'annuler ou de modifier ces ordres.

Le Revenu a touché aujourd hui 2,067,000.

Pope écrit au général Grant au sujet de l'enregistrement dans les Districts. Il dit que l'obsession qu'ils font à la division de l'Etat est un véritable déni de justice et qu'il est allé un peu loin. Nous croyons pouvoir, sans scrupuleux personne, être, à cet égard, de l'avis de la *France*.

La presse italienne se prononce avec unanimité pour une intervention du gouvernement dans l'Etat romain. Nous résumions hier un article de l'*Opinione* nationale dans ce sens, en faisant remarquer que cette feuille est un des principaux organes du parti modéré. L'*Italie* se place aujourd'hui au même point de vue que l'*Opinione*, et fait valoir les mêmes arguments:

« Nous ne sommes en aucune façon, dit elle, amis des résolutions violentes et précipitées; mais en présence d'une situation telle que celle lorsqu'il est devenu évident qu'on ne peut pas s'arrêter sans compromettre les plus grands intérêts, l'irrésolution est impardonnable, et le pays qui ne sait pas exercer à temps un droit de légitime défense... Il n'agit de savoir aujourd'hui si la solution inévitable sera opérée par la révolution, ou par la nation elle même par son gouvernement régulier. La question étant ainsi posée par la force des choses, le choix ne peut être douteux, ni pour l'Italie, ni pour l'Europe. C'est ainsi que l'*Italie* a pu s'exprimer. Parcourez tel est le langage de journaux qui ont passé jusqu'ici pour les organes d'une politique de modération et qui se déclarent aujourd'hui en faveur des solutions violentes, on peut se demander ce qu'est devenu ce parti modéré qui a longtemps inspiré les actes du cabinet de Florence, à la partie encore quelque influence, et si dans les circonstances actuelles, le gouvernement pourrait, lors même qu'il en aurait la force voulait, résister aux entraînements de l'opinion publique.

Le roi de Prusse, dit la *Correspondance de Berlin*, a échappé à un grand danger sur le chemin de fer de Varsovie à Thorn. Le train dans lequel il se trouvait a rencontré, près de Gip pingen, une charrette conduite par deux bœufs qui traversait la voie et a été littéralement broyée. Un enfant qui se trouvait sur la charrette a été tué au lieu et s'est causé un homme. Le train a pu continuer sa route.

On écrit de Saint Pétersbourg que la célébration du mariage du roi des Hellènes avec la grande duchesse Olga, fille du grand duc Constantin de Russie, serait fixée au 14/26 octobre. Après les fêtes qui auront lieu à cette occasion, les jeunes souverains retourneront à Athènes. Le grand duc héritier et la césarewna sont de retour en Russie.

La prince royal de Danemark est attendu à Saint Pétersbourg pour représenter la famille royale à cette cérémonie.

Il vient d'être promulgué en Portugal la nouvelle loi générale d'administration civile, véritable code administratif qui a réorganisé les paroisses, les municipalités et les districts ou provinces sur la base d'une vaste décentralisation. Cette loi, dit la *Epoca*, est un travail très important; elle a été réalisée promptement et heureusement. Le Portugal possède maintenant une excellente base sur laquelle il pourra asseoir son administration locale et financière.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publié une lettre que M. Emile Olivier vient d'adresser à M. de Rabenau, membre du Reichstag; M. Olivier approuve la dernière Adresse du Reichstag et plaide en faveur d'une amitié solide entre l'Allemagne et la France.

Dépêches d'hier après midi.

LES ELECTIONS EN GEORGIE.

L'enregistrement à New York.

Londres, samedi—Un dîner d'adieu a été donné à Dickens.

Florence, samedi, minuit—Garibaldi est toujours à Monte Rotondi, et refuse de désarmer à moins que le cabinet italien ne soit changé.

Le roi d'Italie refuse la proposition faite par Napoléon de laisser aux Romains le règlement de la question romaine par un vote.

Copenhague, samedi—Le bruit court que les Etats Unis ont acheté les îles danoises des Indes occidentales pour 14 millions en or.

Washington, 3—Kellog, le peintre américain, après 30 ans de séjour en Europe, a ouvert un atelier ici.

Dictations du Recorder. L'usage d'un alambic par les chimistes pour produire l'alcohol les rend taxables comme distillateurs.

Une promesse négociable, faite, signée et dû